



Marchés & Tendances - Multi-filières

Conjoncture de l'année 2025



Actualités



Intrants



Volailles de chair



Poules pondeuses et œufs



Palmipèdes gras



Lapins



Réglementation



Actualités en bref

FRANCE

LDC reprend France Poultry et prépare un nouvel abattoir en Bretagne pour le marché français

LDC a conclu un accord pour racheter France Poultry, ex-Doux, au groupe saoudien Almunajem, avec une prise de contrôle effective fin 2026, ainsi qu'un renforcement immédiat de sa position dans Yver Breizh, principal fournisseur amont de l'entreprise. L'objectif est de réorienter progressivement l'activité aujourd'hui tournée à 90 % vers l'Arabie saoudite et le Golfe, marchés devenus moins porteurs avec la montée en puissance de la production locale et la concurrence brésilienne. Le groupe prévoit un investissement de 120 M€ pour construire à Châteaulin un nouvel abattoir spécialisé en poulet, destiné au marché français, avec une capacité visée d'un million de poulets par semaine et une mise en service début 2028. Cette opération doit permettre de sécuriser l'emploi de plus de 400 salariés au total, de préserver les débouchés des éleveurs bretons partenaires et de renforcer l'offre de poulet origine France face aux importations.

(Ouest France, L'Usine Nouvelle, 27/02/2026 et 12/03/2026).

LDC projette de fusionner les sites Palmid'Or et Corico en Bourgogne pour renforcer l'activité volaille

La filiale « Volailleurs de nos régions » du groupe LDC a annoncé un projet de fusion entre les sites Palmid'Or à Trambly (Saône-et-Loire) et Corico à Monsols (Rhône), spécialisés dans l'abattage et la découpe de volailles. Cette réorganisation vise à transférer une partie des activités du site de Monsols, structurellement déficitaire depuis plusieurs années, vers celui de Trambly afin de développer de nouvelles gammes et consolider la filière locale. Le projet prévoit plus de 7 M€ d'investissements et la création d'un atelier de produits élaborés à base de volaille, avec à la clé une centaine de postes proposés aux salariés dans le cadre d'une mobilité interne. L'abattage caprin, devenu marginal, devrait toutefois être arrêté après la saison de Pâques 2026.

(LeJSL.com, 27/02/2026)

Maître Coq investit 35 M€ pour accompagner la forte croissance du marché du poulet

Porté par la hausse de la consommation de volaille en France, Maître Coq poursuit son développement industriel et commercial. L'entreprise vendéenne prévoit environ 950 M€ de chiffre d'affaires en 2025 (+13,7 %), soutenue par l'acquisition du groupe Routhiau et par la progression de la demande en produits avicoles. Pour accompagner cette dynamique, le volailler engage 35 M€ d'investissements sur 2025-2026 afin de moderniser ses abattoirs, ses sites de transformation et sa logistique, tout en poursuivant ses recrutements. L'entreprise cherche également à sécuriser son amont, en s'appuyant sur près de 970 éleveurs partenaires engagés dans la démarche « Nature d'éleveurs ». Parallèlement, Maître Coq accélère sur l'innovation produit, notamment sur les segments du snacking et des produits élaborés, afin de capter une

clientèle plus jeune dans un marché en forte recomposition.

(Filières Avicoles, Les Échos, 25/02/2026)

UNION EUROPEENNE

Storteboom rachète Heidemark et veut développer la production de poulets de chair en Allemagne

Le groupe Storteboom Food Group, détenu par le britannique Boparan Private Office, a annoncé l'acquisition de Heidemark, principal abattoir de dindes d'Allemagne, basé à Ahlhorn. L'entreprise sera intégrée comme unité allemande indépendante au sein du groupe, qui opère déjà aux Pays-Bas, en Pologne et en Irlande, sous réserve de l'approbation de la Commission européenne. Si la dinde restera le cœur d'activité de Heidemark, le groupe prévoit également de développer la transformation de poulets de chair en Allemagne, avec deux sites potentiels pour lancer cette production. Dans ce contexte, l'entreprise recherche activement des volumes supplémentaires et se tourne notamment vers des éleveurs porcins envisageant une reconversion vers l'aviculture, afin d'accompagner la croissance du secteur et sécuriser l'approvisionnement en volailles.

(PluimveeWeb, 19/02/2025).

Des chaînes de restauration se retirent du Better Chicken Commitment et lancent une nouvelle initiative sectorielle

Dix-huit enseignes de restauration, dont Burger King, KFC et Nando's, ont annoncé leur retrait du Better Chicken Commitment (BCC), un référentiel visant à améliorer le bien-être des poulets, notamment via l'utilisation de souches à croissance plus lente. Huit groupes opérant ces marques ont décidé de créer un nouveau cadre sectoriel, le Sustainable Chicken Forum (SCF), estimant que les exigences du BCC pourraient accentuer les tensions sur l'approvisionnement et accroître l'empreinte environnementale de la production. Selon eux, les souches à croissance lente entraîneraient notamment davantage d'émissions de gaz à effet de serre et une hausse des besoins en eau, tout en réduisant les volumes de production. L'ONG Compassion in World Farming critique vivement cette décision, qu'elle considère comme un recul pour le bien-être animal, affirmant que l'offre de poulets conformes au BCC est déjà disponible et appelée à se développer.

(Poultry News, 20/02/2026)

Atria enregistre un chiffre d'affaires record en 2025 malgré des résultats contrastés selon les pays

Le groupe finlandais Atria a réalisé en 2025 un chiffre d'affaires net record de 1,81 Md€, en hausse de 3,3 % sur un an, tandis que l'EBIT ajusté atteint 69,9 M€ (+4,5 M€), portant la marge à 3,9 %. La croissance a été portée par les bonnes performances des activités en Finlande et en Suède, notamment grâce au développement des ventes au détail et au lancement d'exportations de viande de poulet vers la Chine. En revanche, les résultats ont reculé au Danemark et en Estonie, notamment en raison de foyers de peste porcine africaine dans des élevages



du groupe. Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires atteint 477 M€ (+7 % sur un an). Parallèlement, Atria poursuit ses investissements industriels, avec notamment 23 M€ pour moderniser son site de transformation de Sköllersta en Suède.

(WattPoultry, 16/02/2026)

Importations : un audit européen pointe de graves lacunes dans les contrôles de la volaille chinoise

Un audit réalisé par la Commission européenne en novembre 2025 met en évidence d'importantes insuffisances dans les contrôles officiels de la production de viande de volaille et de lapin en Chine. Les inspecteurs ont relevé des failles concernant le bien-être animal, l'hygiène, la traçabilité, la certification et la séparation des produits destinés à l'UE de ceux destinés à d'autres marchés, compromettant la fiabilité des certificats sanitaires. Le rapport souligne également des manquements dans les procédures d'étourdissement, la détection des infractions et la formation du personnel dans les abattoirs visités. Dans ce contexte, l'association européenne des transformateurs et du commerce de volaille (AVEC) demande la suspension temporaire des importations en provenance de Chine, alors que celles-ci ont dépassé 50 000 tonnes en 2025 (+30 % sur un an), en attendant des garanties conformes aux exigences européennes.

(Pluimveeweb, 05/03/2026)

Belgique : les abattoirs de poulets de chair redoutent un retournement du marché

Les abattoirs belges alertent sur une dégradation potentielle du marché du poulet de chair, qu'ils jugent masquée jusqu'ici par la conjoncture favorable des dernières années. Réunis à l'occasion du 65e anniversaire du comité de cotation de Deinze, ils dénoncent des prix à la production trop élevés, une offre insuffisamment adaptée à la demande et un risque de surcapacité avec près d'un million de poulets supplémentaires par semaine attendus cette année. Ils pointent aussi une dérive vers des poids d'abattage trop élevés, avec des filets et cuisses jugés surdimensionnés pour certains débouchés, alors que le marché manquerait à l'inverse de volailles plus légères correspondant à d'autres cahiers des charges. Le secteur craint qu'un déséquilibre durable entre production, capacités d'abattage et débouchés commerciaux finisse par fragiliser les marges et accélérer les restructurations, comme cela a déjà été observé dans d'autres pays européens.

(Pluimveeweb, 10/03/2026).

MONDE

Rabobank alerte sur les effets du conflit avec l'Iran pour la filière avicole au Moyen-Orient

Selon Rabobank, la guerre avec l'Iran perturbe déjà les chaînes d'approvisionnement, les flux commerciaux et l'accès aux matières premières au Moyen-Orient, une région qui pèse environ 8 % du marché mondial de la volaille, 15 % du commerce mondial et près de 10 % de la croissance de la production. Les pays les plus dépendants des importations ou exposés aux tensions logistiques, comme l'Iran, l'Irak, le Koweït, Oman, Bahreïn ou les Émirats arabes unis, sont particulièrement vulnérables. Pour l'Europe, l'impact direct restera limité, le Moyen-Orient ne représentant qu'environ

5 % des exportations avicoles européennes, mais des effets indirects sont possibles via une redistribution des volumes mondiaux. Rabobank souligne aussi les risques pour le marché des œufs à couver, les Pays-Bas exportant massivement vers l'Irak et l'Arabie saoudite, tout en évoquant d'éventuelles opportunités temporaires pour les fournisseurs européens sur les segments haut de gamme et les œufs à couver.

(Pluimveeweb, 11/03/2026).

États-Unis : marché du poulet porteur, mais production freinée par les couvoirs

Le marché américain du poulet de chair devrait rester dynamique en 2026, soutenu par une demande solide et des prix élevés. Rabobank prévoit toutefois une croissance limitée à environ 1 %, en raison de difficultés persistantes dans les couvoirs et d'une mortalité accrue des poussins, alors que les capacités d'écloserie et d'abattage sont proches de saturation. La hausse des coûts de construction freine les investissements, poussant la filière à augmenter le poids à l'abattage pour gagner en volume. Si l'impact direct de l'influenza aviaire reste limité, les exportations sont fragilisées tandis que la demande intérieure pour les viandes foncées progresse.

(Pluimveeweb / WattPoultry, 11/03/2026)

JBS renforce sa présence au Moyen-Orient avec des investissements en Arabie saoudite et à Oman

JBS accélère son développement au Moyen-Orient avec plusieurs investissements majeurs visant à renforcer sa production de protéines halal. En Arabie saoudite, le groupe investit 85 M\$ pour doubler la capacité de son usine avicole de Djeddah d'ici fin 2026 et lancer, avec Arabian Co. for Agricultural and Industrial Investment (Entaj), une nouvelle gamme de poulets entiers et de découpes de volaille destinée au marché régional. Parallèlement, JBS investit 150 M\$ à Oman, via une coentreprise avec Oman Food Capital, pour développer un complexe multiprotéique (bœuf, volaille et agneau) d'une capacité supérieure à 300 000 tonnes par an. Le site pourrait à terme traiter 1 000 bovins, 5 000 agneaux et 600 000 volailles par jour et générer plus de 3 000 emplois. Ces projets s'inscrivent dans la stratégie du groupe visant à faire du Moyen-Orient un hub majeur de production et d'exportation halal vers la région MENA et les marchés internationaux.

(WattPoultry, 09/02/2026 ; Mix Vale, 10/03/2026)

Ukraine : les exportations d'œufs bondissent de plus de 65 % en 2025

L'Ukraine a exporté un volume record de 2,05 milliards d'œufs en 2025 (+65,6 %), pour une valeur de 201,9 M\$, selon l'Union ukrainienne des producteurs de volaille. Cette hausse s'explique notamment par la baisse de production dans plusieurs pays européens touchés par l'influenza aviaire, qui a soutenu la demande sur le marché européen. L'UE concentre l'essentiel des débouchés, notamment l'Espagne, le Royaume-Uni, la République tchèque, la Pologne et la Croatie, tandis qu'Israël reste le premier client hors Europe. Les exportations d'ovoproduits atteignent 8 200 tonnes (+2,6 %) pour 47,8 M\$. Malgré la guerre et la perte de capacités dans l'est et le sud du pays, le secteur avicole ukrainien se redresse progressivement et les exportations restent essentielles pour équilibrer le marché intérieur.

(WattPoultry, 12/03/2026)



Matières premières et aliments

Évolution des cours des matières premières en 2026

Après deux années de normalisation progressive, les marchés des matières premières agricoles abordent 2026 dans un contexte contrasté. Les fondamentaux agricoles restent globalement favorables, hérités d'une campagne 2025-2026 bien approvisionnée. Mais ces équilibres sont désormais perturbés par un environnement géopolitique très incertain. La guerre impliquant l'Iran, Israël et les États-Unis, a ravivé la volatilité sur les marchés de l'énergie et replacé le risque géopolitique au premier plan, reléguant temporairement les bilans agricoles au second plan.

- **Céréales : des bilans encore confortables, mais des marchés redevenus nerveux**

Les bilans céréaliers mondiaux restent relativement détendus pour la campagne 2025-2026. Le rapport WASDE de mars de l'USDA a légèrement relevé la production mondiale de maïs (+2,7 Mt), grâce à de meilleures perspectives au Brésil et en Ukraine, compensant le recul attendu en Argentine. Sur le blé, les ajustements sont marginaux et FranceAgriMer a encore relevé les stocks de fin de campagne français, à environ 3,4 Mt.

Malgré cela, les cours ont retrouvé de la volatilité. Sur Euronext, le blé échéance mai évolue autour de 205-210 €/t, tandis que le maïs se rapproche lui aussi de 206 €/t. Ce rebond s'explique moins par les fondamentaux que par la géopolitique, les achats techniques et le retour des fonds sur les marchés. Depuis le début du conflit, les prix du pétrole ont fortement fluctué, le WTI ayant brièvement atteint 120 \$/baril avant de se replier autour de 90 \$. Dans ce contexte, le blé redevient une valeur de couverture en période de choc international, dans le sillage du pétrole. Les tensions logistiques renforcent cette nervosité. Le détroit d'Ormuz, par lequel transitent près de 20 % des approvisionnements de pétrole, constitue aussi un point de passage stratégique pour les engrais. Les risques sur la navigation poussent certains opérateurs à privilégier des routes alternatives, plus longues et plus coûteuses, ce qui soutient les prix du fret. La baisse de l'euro face au dollar apporte également un soutien supplémentaire aux céréales européennes à l'export.

- **Tourteaux et oléagineux : l'énergie soutient le complexe**

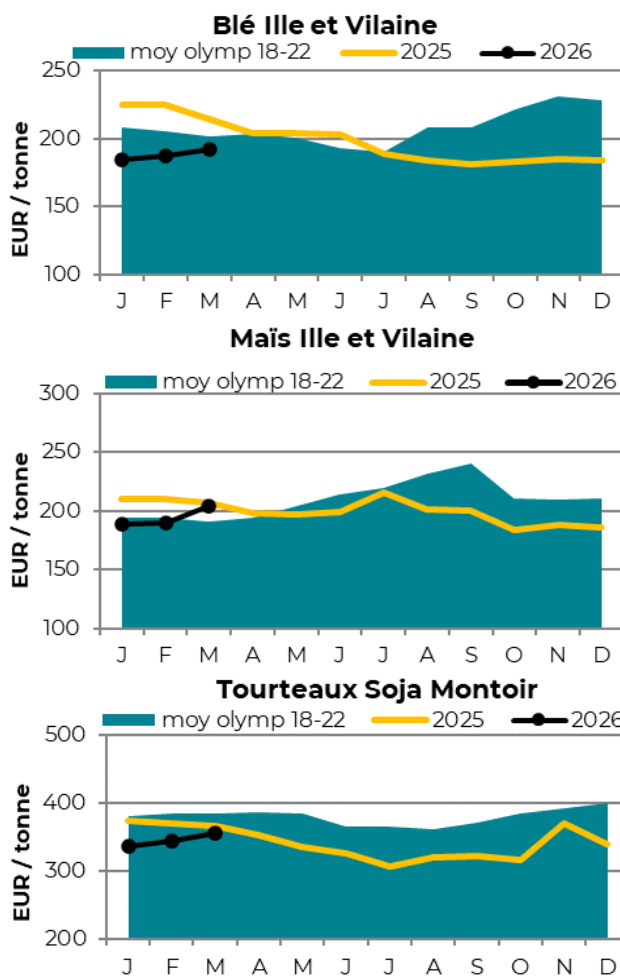
Le complexe oléagineux réagit encore plus directement à la hausse du pétrole. Le renchérissement de l'énergie soutient la demande en biocarburants et, par ricochet, celle en huiles végétales. Le colza sur Euronext a ainsi dépassé 510 €/t début mars, tandis que le tournesol oléique rendu Saint-Nazaire se situe autour de 640-645 €/t. Le canola canadien a suivi la même tendance. Le soja reste plus partagé entre

facteurs haussiers et baissiers. La récolte brésilienne s'annonce abondante, mais les retards de moisson et des interrogations sur la qualité de certains lots entretiennent l'incertitude. Dans ce contexte, le tourteau de soja rendu Montoir se maintient autour de 345€/t, sans tension majeure à ce stade. La demande chinoise, tout comme l'évolution des négociations avec les États-Unis, restera déterminante pour l'orientation du marché.

- **Engrais et perspectives : principal facteur de risque pour 2026**

Au-delà des prix immédiats, le principal sujet de vigilance concerne les engrais. Le Moyen-Orient est une zone clé pour l'urée, l'ammoniac et le soufre, tandis que la flambée du gaz renchérit mécaniquement les coûts des engrais azotés. Si les besoins de printemps sont globalement couverts, un conflit prolongé pourrait peser sur les cultures tardives, notamment le maïs, puis sur les choix d'assolement pour 2027. Pour 2026, le scénario central reste celui d'un marché mondial plutôt bien approvisionné. Mais la hausse du pétrole, les tensions sur les engrais, le repli de l'euro et les incertitudes logistiques entretiennent un climat de volatilité accrue, dans lequel le risque géopolitique pourrait continuer de primer sur les fondamentaux agricoles.

Cotations mensuelles des matières premières - 2025



Source : ITAVI d'après La Dépêche - Le Petit Meunier



• Indices ITAVI

L'année 2025 s'est traduite par une nette détente des coûts d'alimentation pour les filières avicoles et cunicoles. Après les niveaux records atteints en 2022-2023, les indices ITAVI ont reculé sur l'ensemble de l'année de 5,5 % à 10,1 % selon les espèces, portés par la baisse des céréales et, dans une moindre mesure, des oléagineux. Les espèces les plus dépendantes du soja conventionnel, comme le poulet standard (-10,1 %) et la dinde (-9,5 %), ont enregistré les reculs les plus marqués. À l'inverse, les filières avec une alimentation non-OGM (-0,9 % pour le poulet Label Rouge, -6,5 % pour la poule pondeuse Label Rouge) ou reposant davantage sur les matières premières déshydratées (-6,2 % pour le lapin) ont bénéficié d'une détente plus limitée.

En février 2026, les indices marquent une phase de stabilisation à des niveaux proches de ceux de janvier. Les évolutions mensuelles restent marginales, comprises entre -0,9 % pour la dinde et +0,2 % pour la poule pondeuse Label Rouge non-OGM. Cette accalmie reflète encore des fondamentaux agricoles favorables hérités de la campagne 2025-2026 : bilans céréaliers confortables, stocks bien dotés en blé et en maïs en France comme à l'international, et tourteaux de soja autour de 340-350 €/t rendu Montoir. Sur un an, l'ensemble des indices demeure nettement orienté à la baisse, avec des reculs compris entre -6,7 % pour le lapin et -13,1 % pour la poule pondeuse Label Rouge non-OGM.

Le cas du lapin mérite toutefois une attention particulière. Si son indice reste le plus élevé en valeur absolue (119,3 en base 100 janvier 2020) et affiche un recul annuel plus limité, la structure de sa formulation le rend sensible à certaines matières premières spécifiques. La pulpe de betterave reste pour l'heure stable et bien approvisionnée, mais la montée en puissance de la méthanisation agricole renforce la concurrence pour ce débouché. La luzerne, de son côté, demeure sous pression : après la forte baisse des prix observée en 2024, les surfaces françaises continuent de reculer, tandis que la concurrence espagnole pèse sur les équilibres du marché.

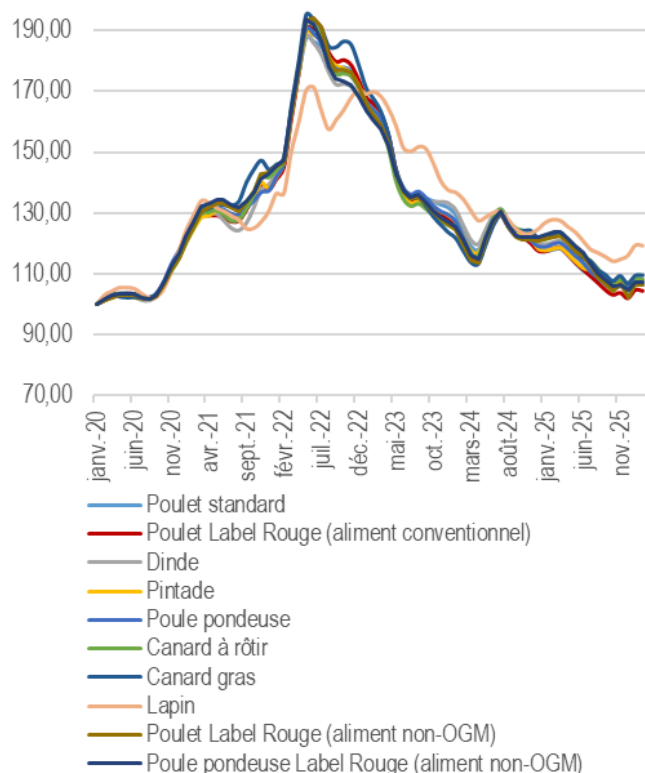
Les perspectives pour les prochains mois appellent néanmoins à la vigilance. Le choc géopolitique lié au conflit en Iran n'a pas encore pleinement traversé la chaîne de valeur agricole. La hausse rapide du prix du gaz européen (+60 %) laisse anticiper un renchérissement des engrais azotés, susceptible d'augmenter les coûts de production des céréales. Parallèlement, la corrélation croissante entre marchés énergétiques et oléagineux, illustrée par la progression du colza au-delà de 510 €/t et du tournesol autour de 640-645 €/t, pourrait soutenir les matières premières protéiques. Après un semestre de détente bienvenu, les filières devront

donc rester attentives à l'évolution du contexte énergétique et à ses effets différés sur le coût de l'aliment.

Nouveaux Indices ITAVI – (base 100 : janvier 2020) – février 2026

	févr.-26	m/m-1	n/n-1
Poulet standard	106,4	-0,7%	-9,8%
Poulet Label Rouge (aliment conventionnel)	104,4	-0,3%	-11,8%
Poulet Label Rouge (aliment non-OGM)	106,5	+0,1%	-12,9%
Dinde	108,1	-0,9%	-10,2%
Canard gras	109,5	+0,1%	-10,9%
Canard à rôtir	108,1	-0,3%	-11,5%
Pintade	107,5	-0,7%	-9,1%
Lapin	119,3	-0,1%	-6,7%
Poule pondeuse	107,2	-0,1%	-10,5%
Poule pondeuse Label Rouge (aliment non-OGM)	107,4	+0,2%	-13,1%

Évolution des indices matières premières ITAVI (base 100 en janvier 2020)



<https://www.itavi.asso.fr/content/les-indices-itavi>

Volailles de chair - France

Abattages

En poids, les abattages de volailles sur 12 mois en 2025 affichent une croissance dynamique (+ 1,7 %) par rapport à l'année 2024 pour s'établir à 1,672 M téc, tirés par la hausse des abattages de poulet (+4,4 %). Les abattages de poulet s'élèvent à 1,192 Mtéc sur 12 mois, frôlant une moyenne de 100 Mtéc par mois. La dinde se maintient (+0,3 %) alors que les abattages de canard sont en net recul (-20,4 %) pour poursuivre l'écoulement des stocks, qui avaient atteint des niveaux très élevés en fin d'année 2024 (suite aux restrictions imposées par les pays importateurs de viande de canard français, après la première campagne de vaccination IAHP).

Commerce extérieur

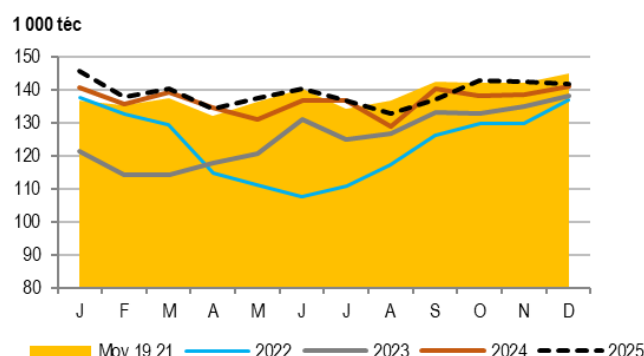
Sur 2025, les exportations françaises de viandes et préparations de volaille ont progressé (+ 7,4 %) par rapport à 2024 en volume et progressent de 3,4 % en valeur.

Les envois vers l'UE-27 sont en hausse (+ 17,8 %) en volume, notamment vers la Belgique (+ 41,1 %), le Danemark (+23,9 %) et l'Allemagne (+ 18,9 %). **Les exportations vers les Pays tiers baissent de 10,5 %**, marquées par le recul des exportations vers le Moyen Orient (- 13,7 %), vers l'Afrique Subsaharienne (+ 14,3 %) et le Royaume-Uni (- 7,4 %).

Les importations françaises de viande de volaille ont augmenté en volume (+ 8,2 %) et en valeur (+ 18,2 %) en 2025 par rapport à 2024. En provenance de l'UE-27 la hausse des importations est de + 8,6 %, principalement depuis l'Allemagne (+ 24,8 %) et la Pologne (+ 16,2 %). Depuis les pays tiers, les importations (qui ne représentent que 8 % des volumes importés, 71 ktéc sur les 978 ktéc) ont surtout augmenté depuis le Brésil (+ 36 %) pour atteindre 8,7 ktéc, celles depuis l'Ukraine reculent de 57,7 %, à 1 140 téc.

Concernant le poulet, le niveau des exportations a progressé en volume (+ 7,8 %) et en valeur (+ 3,2 %) sur l'année 2025. Les expéditions vers l'UE progressent de 20,2 %, mais elles reculent vers les Pays tiers, notamment vers le Moyen Orient (- 13,7 %). **Les importations de poulet augmentent aussi en volume (+ 9,5 %) et en valeur (+ 19,4 %)**, si les importations depuis la Belgique ont reculé (- 3,4 %), ils restent soutenus (24 % du total des volumes origine UE), les achats depuis la Pologne progressent (+ 17,6 %, 39 % des volumes origine UE) et aussi depuis l'Allemagne (+ 28,5 %, mais « seulement » 9 % des volumes). En 2025, **les importations de filets de poulet s'élèvent à 415,5 ktéc (+9,2%)**, et celles des **produits élaborés connaît la plus nette progression** à 17,2 % (191,5 ktéc, + 52% en 3 ans).

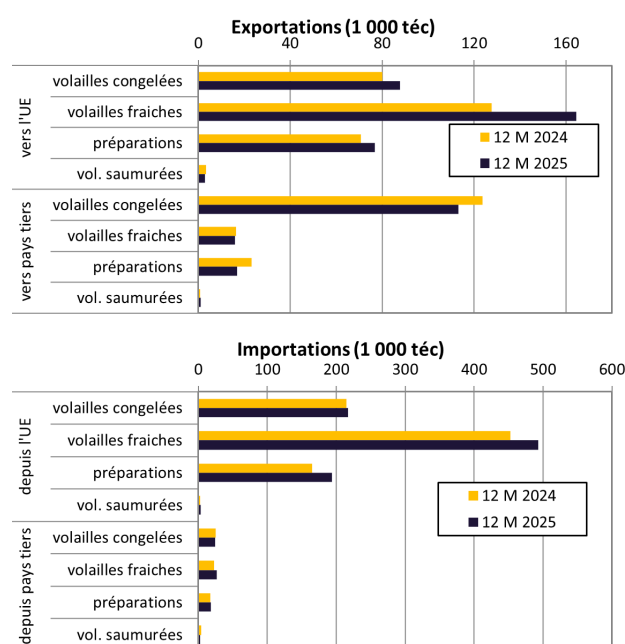
Abattages contrôlés CVJA de volaille en milliers de téc



Échanges français de viandes et préparations de volaille en volume

1000 téc	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	12 mois	%25/24	12 mois	%25/24
Volailles	478,3	7,4	977,6	8,2
dont UE 27	331,6	17,8	906,5	8,6
dont pays tiers	23,1	-7,4	46,1	5,5
Poulet	383,2	7,8	913,4	9,5
dont UE 27	253,3	20,2	845,0	9,4
dont pays tiers	17,3	-16,5	45,3	14,9
dont PMO	63,0	-13,7	0,1	-31,2
Dinde	54,6	0,0	44,2	0,2
dont UE 27	42,3	3,8	43,0	9,4
dont pays tiers	4,0	95,2	0,7	-83,4
Canard	30,9	20,7	14,0	-17,4
Pintade	4,3	-3,0	0,0	-81,5

Évolution des échanges français de volaille



Source : ITAVI d'après douanes françaises



Achats de viandes de volailles par les ménages

Les achats de viandes de volailles fraîches et élaborées par les ménages français pour **leur consommation à domicile progressent en 2025 (+1 %)**, marquant la poursuite de la dynamique de la consommation observée en 2024.

Les achats des ménages reculent pour la viande de dinde (- 5,4 %), de pintade (- 7,7 %), et de canard (- 2,1 %).

Les achats de viande de poulet progressent légèrement (+0,7 %) par rapport à 2024. Les découpes restent en hausse (+1,9 %). L'érosion des achats du poulet entier se poursuivent (-3,6 %) au profit des élaborés (+ 5,1 %). Le segment de charcuterie ralentit (- 0,2 %).

Les segments Label Rouge et Bio ont reculé sur le poulet entier de - 2,5 % et - 15,7 % respectivement, et sur les découpes de - 1,4% et - 16,2%.

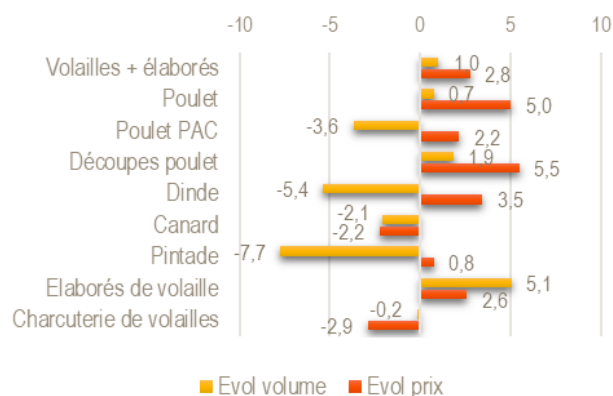
Les prix des viandes de volaille ont progressé en 2025 pour toutes les espèces, à l'exception du canard du fait de stocks très élevés consécutifs à la fermeture des marchés en 2024 sur les débouchés à l'international (restrictions liées à la vaccination des canards dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'IAHP).

Consommation apparente

Sur 12 mois 2025, la consommation globale de viandes de volailles qui tient compte du secteur RHD progresse de 3,5 %, stimulée par la hausse de la consommation de poulet + 6,0 % essentiellement. On note la progression légère de la dinde (+0,8 %) et le recul de la consommation de canard (- 13,6 %), et de la pintade (- 3,3 %).

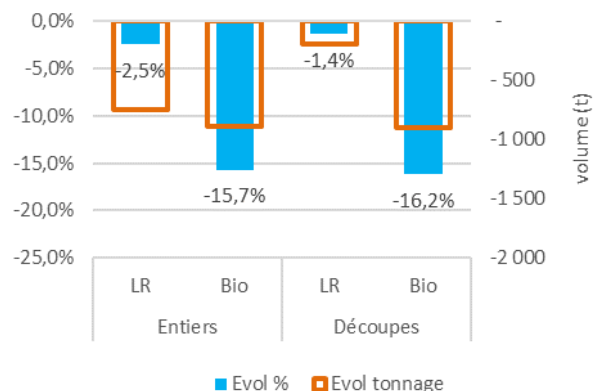
La hausse de la consommation du poulet profite à la production nationale, avec des abattages en hausse de 3,9 % mais aussi aux importations qui progressent de 9,8 %. En parallèle les exportations de poulet progressent de 7,8 %, et représentent 29 % des volumes abattus (28 % en 2024). Cependant, malgré cette hausse d'un point de la part des exportations, les volumes disponibles pour le marché intérieur passent de 824 à 843 ktéc (+2 %). Au global, les importations progressent plus rapidement, la part de ces importations dans la consommation de poulet est désormais à 52,4 % en 2025 contre 50,4 % en 2024.

Évolution des achats des ménages en % 12M 25/24



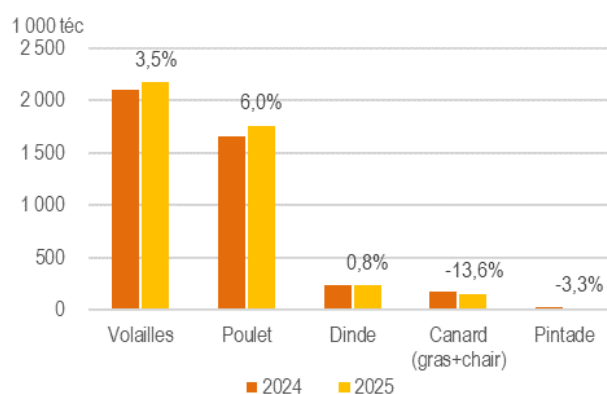
Source : ITAVI d'après Worldpanel by Numerator pour FranceAgriMer

Évolution des achats des ménages en produits SIQO % 12M 25/24



Source : ITAVI d'après Worldpanel by Numerator pour FranceAgriMer

Évolution de la consommation apparente (bilan) 12M 25/24 (y c var. stocks)



Source : estimation ITAVI d'après SSP et douanes



Volailles de chair - UE

Abattages

En 2025, toutes volailles confondues, les abattages restent stables dans l'Union européenne, tirés par les abattages de poulet (+ 4,4 %), mais freinés par la baisse des abattages de dinde (- 2,2 %) et de canard (- 14 %). Les abattages de poulet progressent, notamment en Espagne (+ 9%) en Allemagne (+ 2,6 %) et en Pologne (+ 6,5 %), qui a cependant durement été touchée par le virus d'IAHP lors des premiers mois de 2025.

Les abattages de dinde, quant à eux, diminuent de 2,2 % en 2025, avec une évolution contrastée, la production progresse en Espagne (+ 13,8 %), mais recule dans les autres pays, en Allemagne (- 6,4 %), en Pologne (- 3,7%) et en Italie (- 3,8%).

Les abattages de canard sont quant à eux en baisse de 14 %, avec une baisse généralisée dans les principaux pays, en France (- 9,5 %) (stocks importants hérités de 2024), en Hongrie (- 7,1 %) et en Pologne (- 33 %) du fait de l'impact de l'IAHP pour ces pays.

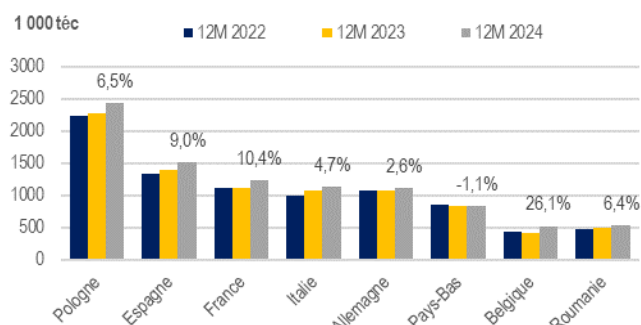
Commerce extérieur

Les exportations de viandes de volaille de l'UE-27 vers les Pays tiers ont légèrement baissé en volume (-0,3 %) mais augmentent de 8,1 % en valeur en 2025 par rapport à 2024. Hormis la Pologne, les exportations de l'UE ont cependant progressé de 4,4 %, cette hausse est portée par les Pays-Bas (+ 8,5 %) et la Roumanie (+ 55 %). La Pologne quant à elle a connu une baisse de ses exportations extra européennes de 7,4 % (soit - 59 ktéc) principalement vers le Royaume-Uni (-9 %, - 27 ktéc), l'Ouzbékistan (- 55 %, - 20 ktéc) ou le Liberia (- 55 %, - 11 ktéc).

Les importations de viandes de volaille en provenance des Pays tiers sont en hausse en volume (+ 1,3 %) et en valeur (+ 16,7 %) en 2025. Les hausses sont principalement enregistrées depuis la Thaïlande (+ 18 %), la Chine (+ 27 %) et l'Ukraine (+ 4 %), tandis que celles en provenance du Brésil ont connu une baisse de 7 %, suite à l'épisode IAHP qui a touché certains Etats, entraînant des restrictions des flux vers l'UE entre juin et octobre, tout comme celles du Royaume-Uni (- 12 %).

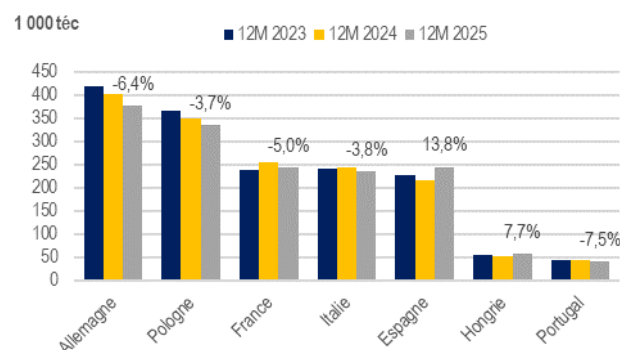
En 2025, le solde des échanges en volume s'élève à + 1,160 M téc (en dégradation de - 16 ktéc par rapport à 2024). La balance commerciale progresse cependant et passe de + 2,403 Mds€ en 2024 à + 2,426 Mds€ en 2025 (+ 23 M€).

Abattages de gallus en UE



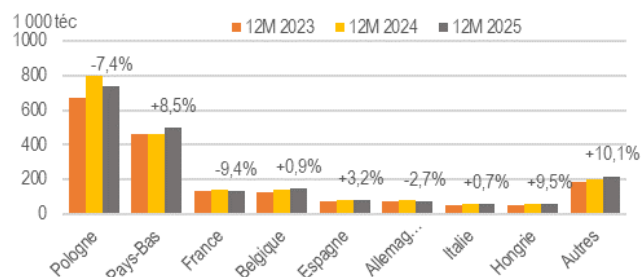
Source : ITAVI d'après Eurostat et SSP

Abattages de dinde en UE



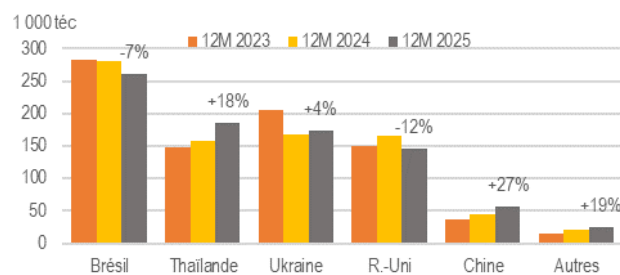
Source : ITAVI d'après Eurostat et SSP

Évolution des exportations extra-communautaires de volaille 2023-2025



Source : ITAVI d'après Eurostat

Évolution des importations extra-communautaires de volaille entre 2023 et 2025



Source : ITAVI d'après Eurostat



Poules pondeuses et œufs - France

Indicateurs de production

- Hausse des mises en place en 2025

Selon les données du CNPO, **les mises en place de poulettes d'un jour** progressent de 3,3 % sur 2025 par rapport à 2024.

- Production d'œufs stable en 2025

Selon les estimations de l'ITAVI, la production d'œufs a progressé de 0,8 % sur l'année totale 2025 par rapport à 2024. Toutefois le niveau de la production reste inférieur de 1,2 % à celui de 2021.

- Baisse des abattages de réforme en 2025

Sur l'année 2025, les abattages de poules de réforme ont diminué de 9 %, cette baisse a été principalement marquée sur le 3e trimestre, où les abattages ont chuté de 26 % soit près de 1,9 millions de poules en moins par rapport à la même période 2024, traduisant en partie l'allongement des lots pour répondre à la forte demande et réduire les ruptures en magasins. Fin 2025, les abattages restent inférieurs à 2024 mais de façon modérée (- 6 %).

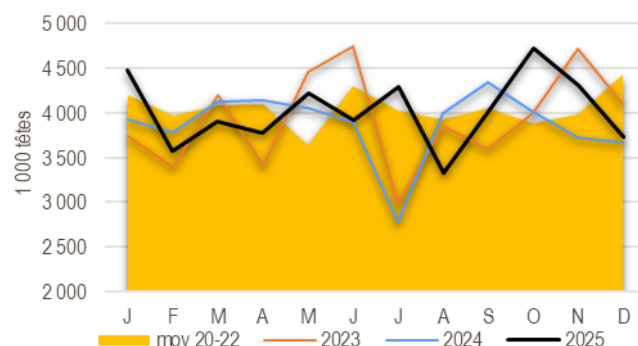
Commerce extérieur

Sur l'année 2025, les échanges commerciaux s'accroissent au global par rapport à 2024 mais avec des dynamiques différentes entre ovoproduits et œufs coquilles. **Les exportations d'œufs coquille diminuent (- 9,1 %)**, de façon plus marquée sur le dernier trimestre, et **les importations d'œufs coquille augmentent (+ 20,5%)**, principalement depuis la Pologne (+ 53 %) et l'Allemagne (+ 38 %), entraînant une **dégradation du solde d'œufs coquille (- 29,0 %)**.

Pour les ovoproduits le solde reste positif en 2025.

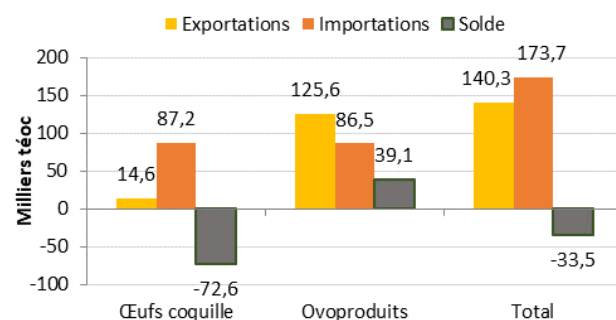
Les flux d'importation et d'exportation en volume augmentent légèrement par rapport à 2024 (+ 5,6 % et + 4,3 %). **L'augmentation des importations** en ovoproduits est principalement portée par les Pays-Bas (+ 75 %), alors que les volumes en provenance du Royaume-Uni (+ 7 %) et de l'Espagne (+4 %) se maintiennent. **Les exportations progressent** et particulièrement en direction de l'Allemagne (+ 30 %) et de la Pologne (+ 36 %) et de certains pays tiers comme le Japon (+ 60 %). Ces flux sont bien **plus marqués en valeur**, en particulier pour les importations, entraînant un solde en valeur qui reste positif mais qui diminue de 51 % par rapport à 2024. **Le solde commercial global œufs et ovoproduits s'établit à - 33 500 téoc et - 156 M€ en dégradation (- 15 700 téoc et - 106 M€) par rapport à 2024.**

Mises en place mensuelles de poulettes déclarées au CNPO



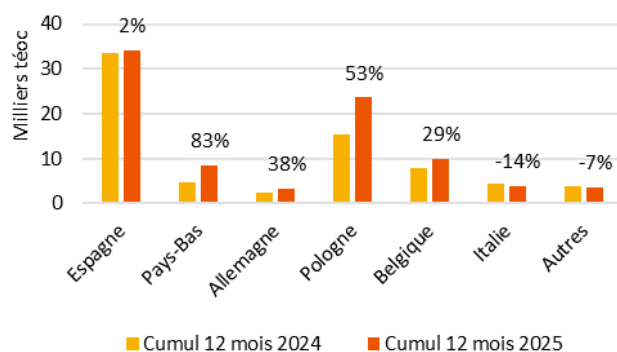
Source : CNPO

Commerce français d'œufs et ovoproduits sur 12M 2025 en volume



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Importations françaises d'œufs coquille par pays 12M 2025/2024



Source : ITAVI d'après douanes françaises



Indicateurs de marché

- Achats des ménages : progression pour tous les codes sauf la cage

En 2025, les achats d'œufs coquille par les ménages français pour leur consommation à domicile, tous circuits confondus, sont en hausse de 4,9 % en volume et 3,6 % en valeur par rapport à 2024. Excepté les œufs cage dont les volumes d'achat diminuent de 18,9 %, tous les autres codes bénéficient de cette hausse, surtout marquée en sol (+ 24,6 %) et en Label Rouge (+ 14,9 %). Après une stagnation en 2024, les achats d'œufs bio reprennent avec une augmentation de + 2,9 % en volume.

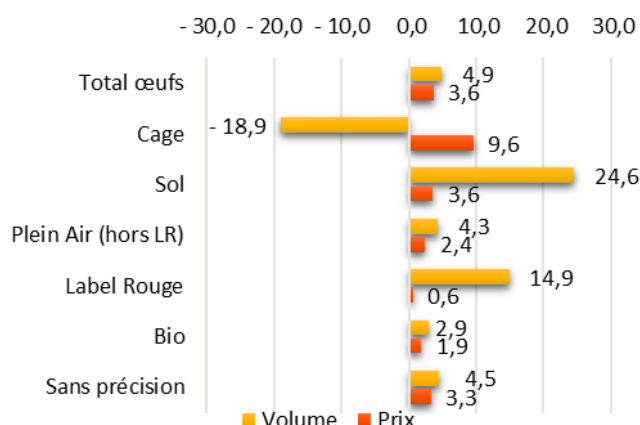
Le prix d'achat moyen des œufs augmente (+ 4,3 %) après un recul en 2024 par rapport à 2023. La tendance est à la **compression des prix entre les différents segments**, avec une augmentation du prix des œufs cage (+ 9,6 %) plus importante que celle des œufs plein air ou bio (respectivement + 2,4 % et + 1,9 %).

La part des **achats d'œufs en cage continue de diminuer** pour atteindre 15,0 % des parts de marchés en moyenne sur l'année 2025. Cette diminution se fait au profit des œufs au sol (+ 4,2 pts). Que ce soit les œufs coquille Bio ou plein air, leur part dans les achats se stabilise en 2025. Alors que les œufs bio avaient connu une perte des parts de marché depuis 2021 (- 26 %), la part des œufs plein air était en constante augmentation.

- TNO en hausse sur 2025, se stabilisant en fin d'année

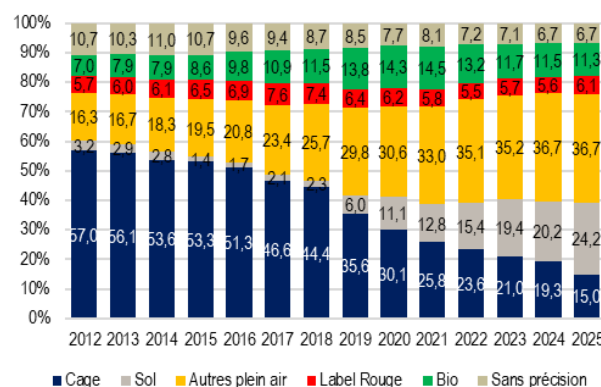
Après avoir connu une tendance baissière en 2024 par rapport à 2023, une **forte hausse de prix s'est amorcée en mars 2025**, pour atteindre un prix record de 18,15 €/100 œufs au plus haut point. Après une légère diminution durant l'été, à partir de septembre, avec la forte hausse de la demande et face à une offre réduite en œufs coquille, les prix ont amorcé un nouveau mouvement de hausse pour se stabiliser à 17,8 €/100 œufs sur la fin d'année. Ces prix hauts des œufs code 3 sont liés au manque de disponibilité, dû à l'accélération de la transition hors cage qui entraîne des arrêts en élevage pour travaux.

Achats d'œufs pour la consommation à domicile entre 12M 2025 et 12M 2024 – Panel Numerator



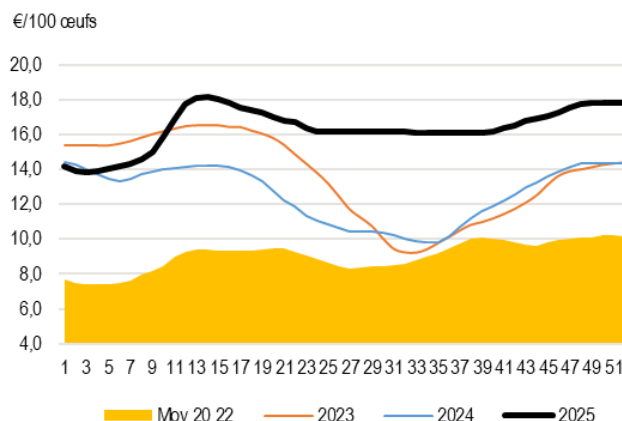
Source : ITAVI d'après Worldpanel by Numerator pour FranceAgriMer

Evolution de la répartition des achats d'œufs par mode d'élevage



Source : ITAVI d'après Worldpanel by Numerator pour FranceAgriMer

Évolution hebdomadaire de la TNO (code 3, moyenne cal. M et G, €/100 œufs)



Source : ITAVI d'après Les Marchés



Poules pondeuses et œufs - UE

Cheptel européen de pondeuses

Après une année 2024 en baisse dans les mises en place en Europe de - 4,2 % par rapport à la moyenne 2020-2022, elles augmentent en 2025 de 9,7 % par rapport à l'année précédente.

Sur l'année 2025, le cheptel moyen en production a légèrement progressé (+ 0,4 %) par rapport à 2024. Cette faible évolution, malgré la forte demande, s'explique par les cas de grippe aviaire durant l'hiver dernier notamment en Pologne. Etant donné le redressement des mises en place en fin d'année 2025, une hausse du cheptel potentiel en production est observée début 2026, avec une augmentation prévisionnelle de 7 % sur les 5 premiers mois de 2026 par rapport à 2025.

Commerce extérieur

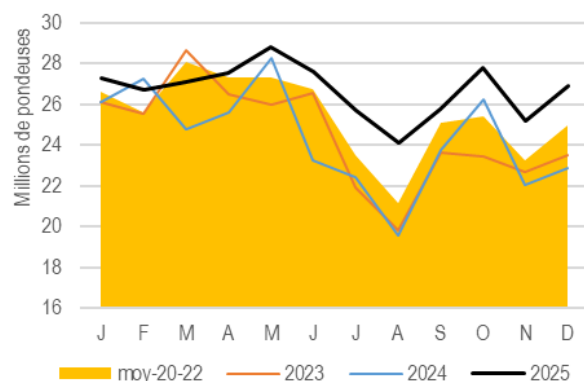
En 2025, les exportations extra-européennes (UE-27) totales d'œufs et ovoproduits sont en baisse de - 6,5 % par rapport à 2024. Le Royaume-Uni reste le premier pays destinataire avec 34 % des volumes à l'export. Une hausse des exportations se retrouve en Israël (+ 32 %), en Ukraine (+ 19 %), et en Suisse (+ 1,7 %).

Les importations de l'UE-27 sont en hausse en volume (+ 48,5 %) en 2025 par rapport à 2024. L'Ukraine maintient sa place de leader avec 61 % des imports de l'UE, et en augmentation par rapport à 2024 de + 60,6 %. Une forte hausse des importations venant de la Turquie est également observée (+ 156 %, soit + 14 996 téoc) et accentuée sur les derniers mois de l'année. Le reste des importations provient du Royaume-Uni et de l'Argentine en baisse (respectivement de - 10,8 % et - 3,8 %), et de la Macédoine qui gagne + 9 993 téoc (+ 144 %), correspondant à 5 % de total des importations. Dans un contexte de manque de disponibilités et de forte hausse des prix, la situation est devenue propice aux imports ukrainiens, la hausse des achats de l'UE a comme principale origine, les importations d'Espagne, de Pologne et d'Italie (près de 50 % des importations d'Ukraine réalisées par ces 3 pays en 2025).

L'augmentation des importations de l'UE-27 est d'avantage portée par l'importation d'œufs coquille (+ 74,5 %) que celle des ovoproduits (+ 12 %).

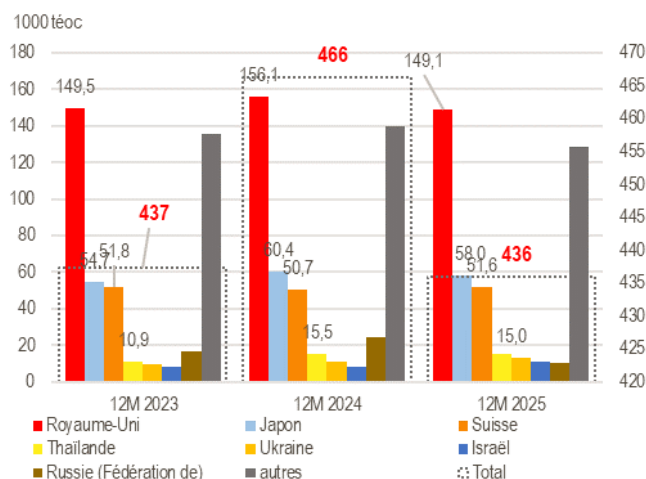
En 2025, le solde des échanges extra-communautaires d'œufs et d'ovoproduits reste positif en volume (+ 182 474 téoc) mais en dégradation (- 25,7 %) par rapport à 2024. En valeur, la balance commerciale se dégrade également de + 440 M€ en 2024 à + 322 M€ (soit - 27 %), du fait de l'effet conjoint de la baisse des prix à l'export et une hausse des prix à l'import.

Mises en place de pondeuses en Union européenne



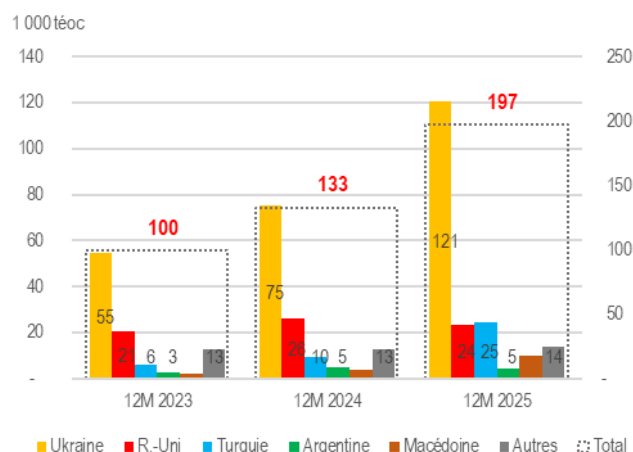
Source : ITAVI d'après MEG et sources nationales

Évolution des exportations extra-européennes* d'œufs et ovoproduits entre 2023 et 2025



*UE-27, Source : ITAVI d'après Eurostat

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits entre 2023 et 2025



Source : ITAVI d'après Eurostat

Palmipèdes gras

Indicateurs de production

En 2025, les fabrications d'aliments pour palmipèdes gras ont connu une légère baisse de 2 % par rapport à 2024 pour s'établir à un peu plus de 691 000 tonnes.

Sur l'année 2025, les mises en place de canards gras ont connu une baisse de - 5,7 % par rapport à 2024. Les abattages contrôlés sont stables par rapport à l'année 2024 et s'élèvent à 111 203 tec soit 29,2 millions de têtes sur la période.

Ces résultats sont globalement similaires à 2024, avec une production qui connaît cependant un décrochage sur la fin de l'année 2025 dû à l'apparition de nouveaux cas d'IAHP, entraînant une baisse des abattages de 16% en décembre 2025 par rapport à décembre 2024 (accompagnée d'une baisse des mises en place de 6%).

Commerce extérieur

Sur l'année 2025, les exportations totales de foie gras (cru et préparations) affichent une baisse de -3,7% en volume et de -10 % en valeur par rapport à l'année 2024. Les importations totales de foie gras sont également en baisse en volume (- 26 %) et en valeur (- 30,5 %) sur la même période.

Les exportations françaises en foie gras cru en 2025 sont en baisse (-6,3 %). Cette diminution concerne principalement les envois de foie gras cru vers les pays tiers (- 15 %) notamment l'Asie, la Suisse et le Royaume-Uni. Les exportations vers l'Union Européenne sont stables, avec l'Espagne en tête.

Les importations françaises de foie gras cru en 2025 sont également en baisse (-24,2%), avec des baisses importantes en provenance de la Hongrie (-34%) et de la Bulgarie (-20%).

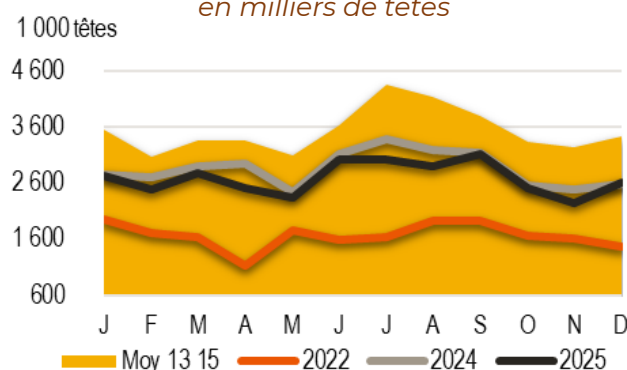
Le solde du commerce extérieur de foie gras cru s'améliore mais reste déficitaire à - 360 tonnes en volume. En revanche, il redevient excédentaire en valeur, à 2,5 M€ après 3 ans de déficit.

Les exportations françaises de préparations à base de foie gras sont stables en volume mais en légère baisse en valeur (-2,6 %) en 2025 par rapport à 2024, avec une augmentation en volume des envois vers les Pays Tiers (Asie, UK, Canada), mais une baisse globale de la valeur des exports.

Les importations françaises de préparations à base de foie gras sont fortement en baisse en volume (-37,5 %) et en valeur (-41,9 %), principalement causé par la diminution des importations depuis la Bulgarie (-50 %).

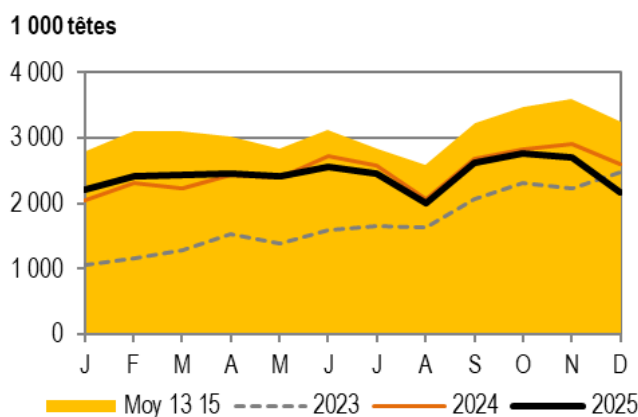
Le solde du commerce extérieur de préparations à base de foie gras reste positif et légèrement en progression, à la fois en volume (+1 066 t) et en valeur (+33,2 M€).

Évolution des mises en place de canards gras en milliers de têtes



Source : ITAVI d'après SSP

Évolution des abattages de canards gras



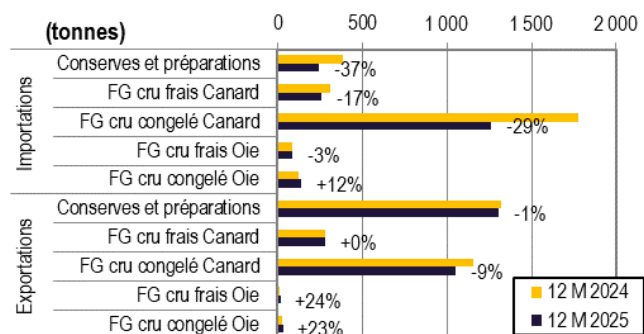
Source : ITAVI d'après SSP

Échanges de foie gras en volume entre 2025 et 2024

Tonnes	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	12 mois	% 25/24	12 mois	% 25/24
Conserves et préparations	1307,5	-0,8	238,8	-37,5
dont UE-27	932,6	-4,9	238,8	-37,5
dont Pays tiers	372,5	10,7		
Foie gras cru	1381,0	-6,3	1740,8	-24,2
dont UE-27	869,8	-0,3	1738,5	-24,2
dont Pays tiers	511,2	-15,0	2,3	

Source : ITAVI d'après les douanes françaises

Évolution des échanges de foie gras en tonnes sur 2025 par rapport à 2024 (CG : congelé ; FR : frais)



Source : ITAVI d'après douanes françaises



Lapins

Indicateurs de production

Sur l'année 2025, la production cunicole se réduit avec une baisse de 7,5% des abattages contrôlés, à 21 900 téc. En parallèle, la fabrication d'aliment pour lapin a quant à elle diminué de 10,1 % en 2025, soit 168 Kt.

Ces résultats sur 2025 sont assez similaires à 2024, où la baisse enregistrée cette année-là était de 6,3% pour les abattages contrôlés (23 700 téc).

Commerce extérieur

Sur l'année 2025, le solde des échanges reste positif en volume comme en valeur, avec un excédent commercial de 15,89 millions d'euros, stable par rapport à 2024. Cela s'explique principalement par une baisse plus conséquente des importations.

Sur cette période, les exportations diminuent légèrement en volume (- 2,6 %) par rapport à l'année précédente. Les exportations reculent notamment vers l'Italie (- 20 %) et les Etats-Unis (- 35 %). A l'inverse, une reprise marquante des exports vers la Belgique est constatée par rapport à 2024 (+ 78 %).

Les importations françaises de lapin ont fortement reculé en volume (- 37,1%) et en valeur (- 21,6 %) sur l'année 2025. En effet, les baisses concernent principalement les achats depuis la Chine (- 63 %) et la Pologne (- 80 %).

Indicateurs de marché

Sur l'ensemble de l'année 2025, la cotation moyenne du vif régresse de 2,1 % par rapport à l'année 2024 avec un prix moyen à 2,33 €/kg vif.

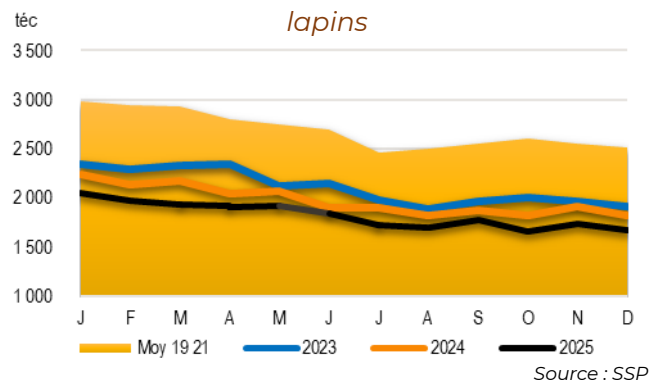
A l'inverse, les neuf premières semaines de l'année 2026 affichent une hausse de 1 % par rapport à la même période en 2025, avec un prix moyen de 2,41 €/kg vif pour ce début d'année.

Consommation

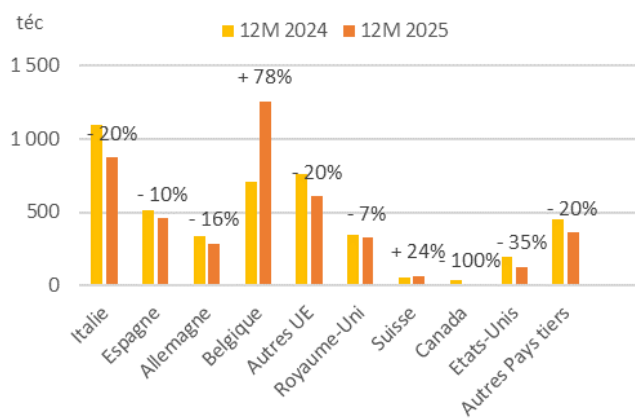
Les achats de lapin par les ménages pour leur consommation à domicile sont en baisse de 17,6 % en volume sur 2025, avec des prix moyens en hausse de 1,4 % par rapport à 2024. Ces évolutions concernent les volumes de lapin entier (- 17,9 %) et les morceaux (- 12,6 %). Ce repli des achats s'explique notamment par un recul du taux de pénétration (part des ménages acheteurs du produit).

Quant à la consommation contrôlée de viande de lapin, celle-ci poursuit son érosion plus rapidement que la production et recule de 9,5 % en 2025, soit l'équivalent de 270 grammes par habitant et par an.

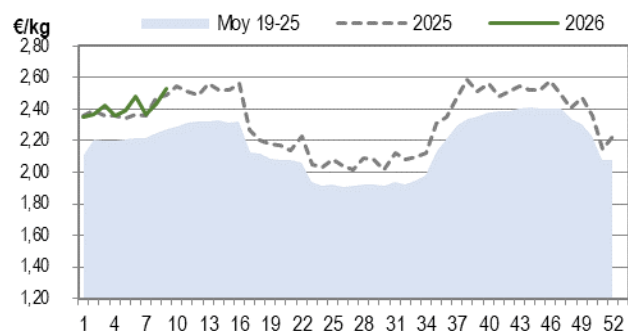
Évolution des abattages contrôlés CVJA de lapins



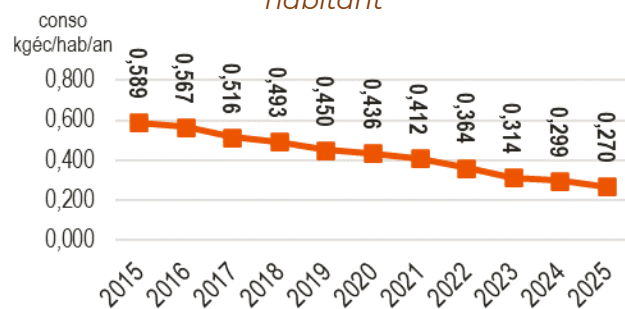
Exportations françaises de viande de lapin par destination en volume



Cotation du lapin vif en €/kg



Évolution de la consommation de lapin par habitant



* Worldpanel by Numerator sélectionne 20 000 foyers sur les 26 millions qui vivent en France, afin de représenter tous les groupes de population. Le panel est une représentation de la population française en modèle réduit, où chaque foyer fournit des informations sur ses achats et participe ainsi à un sondage permettant d'établir des statistiques sur la consommation en France. Sur un faible échantillon de consommateurs tel que la viande de lapin, ces données sont donc à interpréter avec précaution.



Réglementation

FRANCE

Cahier des charges modifié de l'indication géographique protégée « Volailles de l'Ain » homologué par arrêté du 5 mars 2026

(AGRT2604582A/12/03/2026)

IAHP : Indemnisation des PME « volet sanitaire » suite à abattages sur ordre de l'administration ordonnés dans le cadre de l'épisode 2025-2026 – Solde

DGAL/SDPRS/2026-108

Cahier des charges du label rouge LA 04/84 "poulet blanc fermier élevé en plein air".

JORF n° 0052 du 1e mars 2026

Plan de surveillance de la résistance aux antibiotiques de certaines bactéries sentinelles et zoonotiques chez les poulets de chair et les dindes pour l'année 2026.

DGAL/SDEIGIR/2025-767

Cahier des charges du label rouge LA 11/97 "pintade fermière élevée en plein air".

JORF n° 0052 du 1e mars 2026

Cahier des charges modifié du label rouge n° LA 03/99 « Œufs de poules élevées en plein air, en coquille ou liquides ».

JORF n° 0052 du 1e mars 2026

Recensement des agents assurant des remplacements à titre exceptionnel en abattoir d'animaux de boucherie et de volailles.

SG/SRH/SDCAR/2026-39

Arrêté du 19 février 2026 modifiant l'arrêté du 27 février 2023 relatif à la lutte contre les infections à *Salmonella* dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte d'œufs de consommation et dans les troupeaux de reproducteurs de l'espèce *Gallus gallus* ou *Meleagris gallopavo*.

JORF n° 0044 du 21 février 2026

Arrêté du 9 février 2026 relatif à l'enregistrement des opérateurs ayant des volailles, des oiseaux captifs ou des œufs à couvrir sous leur responsabilité et à la traçabilité de ces animaux et de leurs œufs à couvrir.

JORF n°0035 du 11 février 2026

UNION EUROPEENNE

Règlement d'exécution (UE) 2026/532 de la Commission du 11 mars 2026 concernant le renouvellement de l'autorisation et l'autorisation de nouvelles utilisations d'une préparation de monensine-sodium (Coxidin) en tant qu'additif alimentaire pour les poulets d'engraissement, les poulettes destinées à la ponte, les dindes d'engraissement et les dindes élevées pour la reproduction (titulaire de l'autorisation: Huvepharma N.V.) et abrogeant le règlement (CE) no 109/2007 et le règlement d'exécution (UE) no 140/2012. C/2026/1538

(JOUE, 12/03/2026)

Décision d'exécution (UE) 2026/574 de la Commission du 10 mars 2026 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2025/2256 concernant des mesures d'urgence motivées par l'apparition de foyers de la maladie de Newcastle en Pologne [notifiée sous le numéro C(2026) 922]. C/2026/1694

(JOUE, 10/03/2026)

Décision d'exécution (UE) 2026/526 de la Commission du 4 mars 2026 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2023/2447 concernant des mesures d'urgence motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres [notifiée sous le numéro C (2026) 1566]. C/2026/1566

(JOUE, 06/023/2026)

Proposition de règlement du parlement européen et du conseil portant mise en œuvre de la clause de sauvegarde bilatérale prévue par l'accord de partenariat UE-Mercosur et l'accord intérimaire UE-Mercosur sur le commerce pour les produits agricoles. COM/2025/639 final

(JOUE, 08/10/2025)

Règlement d'exécution (UE) 2026/520 de la Commission du 4 mars 2026 modifiant les annexes XIV et XV du règlement d'exécution (UE) 2021/404 en ce qui concerne les mentions relatives à l'Argentine et à la Bosnie-Herzégovine dans les listes des pays tiers et territoires ou des zones de pays tiers ou territoire en provenance desquels l'entrée dans l'Union d'envois de viandes fraîches de volailles et de gibier à plumes et de produits à base de viande de volaille est autorisée. C/2026/1568

(JOUE, 05/03/2026)